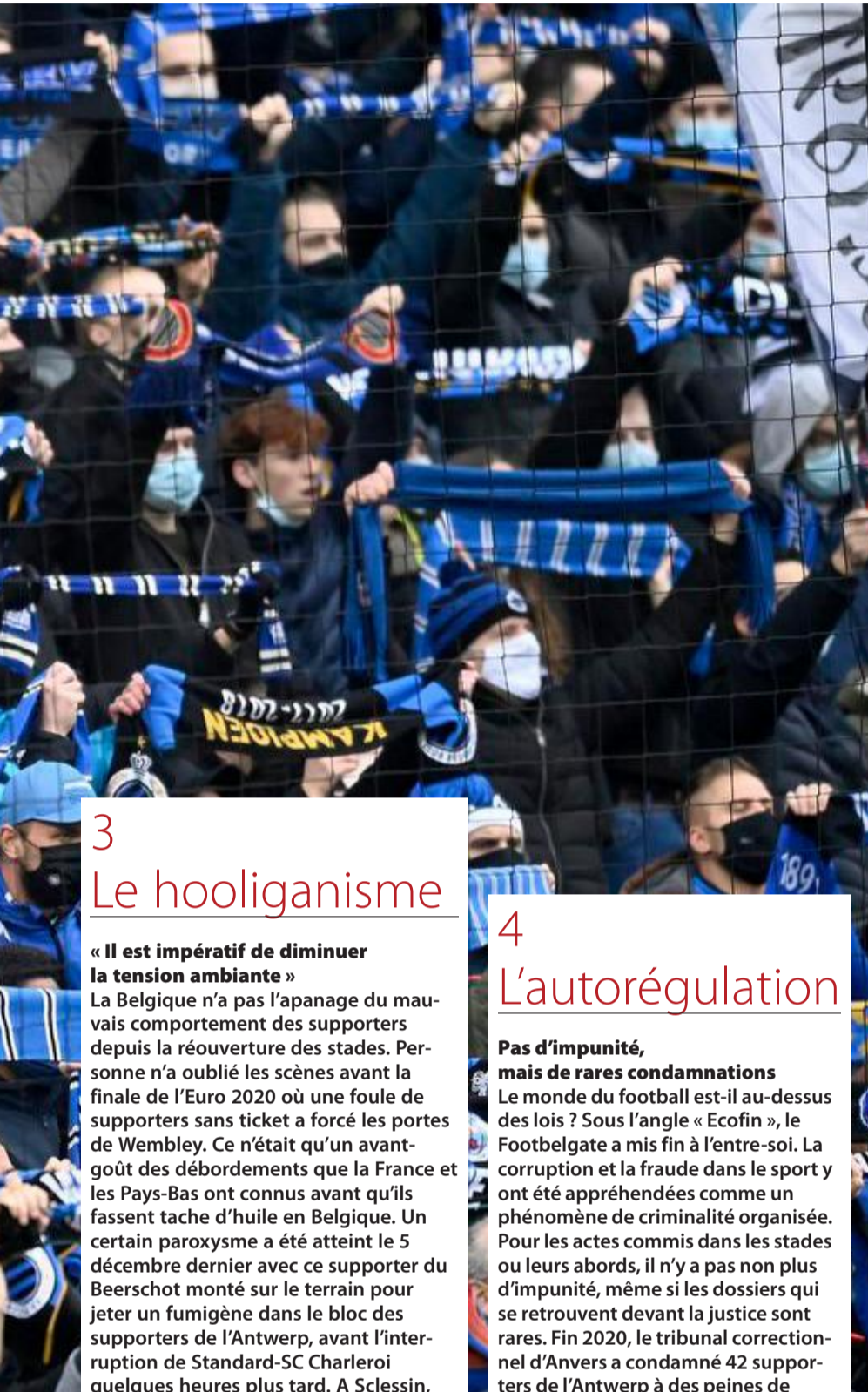


ent le football belge



3 Le hooliganisme

« Il est impératif de diminuer la tension ambiante »

La Belgique n'a pas l'apanage du mauvais comportement des supporters depuis la réouverture des stades. Personne n'a oublié les scènes avant la finale de l'Euro 2020 où une foule de supporters sans ticket a forcé les portes de Wembley. Ce n'était qu'un avant-goût des débordements que la France et les Pays-Bas ont connus avant qu'ils fassent tache d'huile en Belgique. Un certain paroxysme a été atteint le 5 décembre dernier avec ce supporter du Beerschot monté sur le terrain pour jeter un fumigène dans le bloc des supporters de l'Antwerp, avant l'interruption de Standard-SC Charleroi quelques heures plus tard. A Sclessin, une cohorte de « spectateurs » a dévoté le message de protestation envers la direction du Standard et a saisi l'opportunité d'effectuer une promenade peu amicale vers le bloc des supporters carolos.

Cela a débouché sur l'interdiction des supporters visiteurs dans les stades jusqu'en fin d'année, mesure dont la finalité a manqué de nuances aussi bien de la part de ceux qui l'ont prise que de ceux qui l'ont démolie. Décréter des huis clos, comme le requiert logiquement le Parquet fédéral, ne va pas non plus résoudre tous les problèmes. « Je dis très souvent que le football est le miroir de la société », observe Mehdi Bayat, le président du club carolo. « Notre société est malade pour le moment. Elle est malade à cause du covid, à cause d'autres préoccupations qui perturbent la vie quotidienne de tous en réalité. » Jean-Michel De Waele se dans ce sens, comme il nous l'avait confié au lendemain d'une interruption de match à Eupen-Union. « Il y a un terreau sociétal avec une violence à son comble notamment à cause de la pandémie. C'est le cas en Belgique et en France aussi. La pandémie accélère le processus mais ce n'est pas la seule explication », précise-t-il. « L'agressivité est présente dans l'ensemble de la société. Il faut que les médias, les entraîneurs et les joueurs fassent diminuer la tension ambiante. Il ne faut plus créer des duels. Chacun a son rôle. Les provocations des joueurs comme Hoedt ou Lang, il faut que cela cesse. Verschueren qui dit qu'il est ami avec De Ketelaere et qu'ils s'envoient des messages, c'est une meilleure manière d'aborder les choses. L'atmosphère actuelle dans les stades est pourrie. Il faut aussi arrêter de disqualifier les supporters qui agissent de telle ou telle sorte. Ce sont des super-passionnés qui souffrent quand leur club va mal. Il ne faut pas les comparer à des animaux. »

PHILIPPE GERDAY

4 L'autorégulation

Pas d'impunité, mais de rares condamnations

Le monde du football est-il au-dessus des lois ? Sous l'angle « Ecofin », le Footbelgate a mis fin à l'entre-soi. La corruption et la fraude dans le sport y ont été appréhendées comme un phénomène de criminalité organisée. Pour les actes commis dans les stades ou leurs abords, il n'y a pas non plus d'impunité, même si les dossiers qui se retrouvent devant la justice sont rares. Fin 2020, le tribunal correctionnel d'Anvers a condamné 42 supporters de l'Antwerp à des peines de travail ou d'emprisonnement, en plus d'interdictions de stade, suite à des émeutes après un match contre Eupen en 2016. Des supporters du Standard ont aussi, entre autres, été condamnés suite à des « incidents » à l'issue d'un match contre Charleroi. Pour ce qui concerne le racisme, début 2020, le tribunal correctionnel de Malines a condamné un supporter malinois (peine de travail et interdiction de stade) qui avait proféré des insultes racistes contre le joueur carolo Marco Ilaimaharitra et, en novembre 2020, un supporter du Beerschot a écopé d'une peine de travail pour une publication Facebook antisémite. L'URBSFA dispose d'une instance disciplinaire, avec ses propres juges et procureurs. On y voit passer tous les débordements (jets de gobelets, engins pyrotechniques...) Une chambre dédiée au racisme a été créée en juillet : le premier club sanctionné fut Courtrai, pour des chants anti-wallons lors d'un match contre Seraing. Les clubs sont responsables des débordements de leurs supporters et les décisions de la commission de discipline sont publiées sur le journal digital *La vie sportive*. Patrick Charlier, coprésident d'Unia, confie recevoir chaque année entre 50 et 100 plaintes pour racisme dans le sport. Trois quarts sont liées au foot amateur et/ou en équipes de jeunes. Contact est d'abord pris avec la victime pour voir si elle est d'accord que des démarches soient entamées en son nom, puis avec la partie adverse si elle est identifiée. Une plainte formelle à l'Union belge, voire au pénal, est proposée à la victime des faits. Pour le club de Bruges, ce que Vincent Kompany a dénoncé est le quatrième incident raciste en six mois : « Un changement de culture est absolument nécessaire », explique Patrick Charlier. LAURENCE WAUTERS

5 La dérive fiscale

Un impact imprévu sur le budget des clubs

La réforme du statut fiscal du sportif professionnel n'a cessé de faire couler de l'encre ces dernières semaines, surtout dans le monde du foot qui allait être le plus impacté. Entre effets d'annonce venant des cercles gouvernementaux (au point de susciter quelques tiraillements au sein de la Vivaldi pour bien se limiter aux 43 millions visés) et réponses apocalyptiques des clubs (qui évoquaient un impact à court terme de... 170 millions), le vent de panique était d'autant plus entretenu par le délai d'entrée en vigueur de la nouvelle loi-programme : le 1^{er} janvier 2022 ! Contre son gré, le gardien brugeois Simon Mignolet était érigé en symbole de la « dérive fiscale » du football belge : sa contribution mensuelle à la sécurité sociale ne dépassait pas 228 euros et le Club Bruggeois pouvait aussi améliorer son salaire en profitant d'une large partie de 80 % d'abattement du précompte professionnel (normalement à destination de la formation) accordé par l'Etat Fédéral. « Le système n'était pas correct », reconnaît Marc Leroy, responsable national du syndicat United Athletes (ex-Sporta), qui défend les intérêts de 1.500 sportifs dont environ 750 footballeurs. « Mais vouloir revoir le système dès le 1^{er} janvier 2022, avec des budgets à revoir d'urgence en cours de route, a lancé un jeu de dominos qui a fait chuter des pièces inattendues. »

Le volet ONSS est pratiquement réglé et va être appliqué au 1^{er} janvier. Pour faire court, alors qu'un plafond ONSS de 228 euros était d'application pour tous les salaires supérieurs à 2.800 euros brut par mois, il est maintenu uniquement pour les salaires allant jusqu'à 8.333 euros. Ensuite, il devient plus proportionnel. « La fable que Simon Mignolet contribue moins qu'une infirmière n'aura plus cours », remarque Marc Leroy. « Cela signifie que les clubs pour les plus gros salaires devront verser annuellement entre 20.000 et 40.000 euros de plus à l'ONSS. Quand nous faisons le tour des clubs pour avertir les joueurs, la réaction est la même : « On nous vole, ce n'est pas ce qui était convenu à la signature ! » Cette réforme a soulevé deux autres questions à régler : le pécule de vacances et les accidents de travail. »

Le système de l'épargne-pension est aussi touché. Un footballeur pouvait la toucher à la fin de sa carrière de joueur : pour les nouveaux contrats, il devra désormais attendre l'âge de la pension légale en Belgique. L'abattement du précompte professionnel sera ramené à 75 %, dont et l'investissement sur la formation devra passer à 55 % de ce montant mais les modalités seront définies plus tard en 2022. « Si les fédérations de basket et de volley y trouvent leur compte, il faut reconnaître que le football et dans une moindre mesure le cyclisme va être impacté. Certains joueurs étrangers ne resteront plus chez nous et il sera très compliqué de garder un De Ketelaere par exemple », note Marc Leroy. Le président du SC Charleroi Mehdi Bayat souscrit à cette lecture. « Depuis l'éclatement du Footbelgate, on a eu le sentiment que le football faisait tout mal. Les réformes fiscales vont fragiliser encore plus le foot professionnel belge, c'est une réalité. Je ne suis même pas sûr qu'elle fasse gagner de l'argent au gouvernement à long terme, alors que c'était censé être le but au départ. Mais je dis aussi que c'est une manière de montrer que le foot professionnel peut participer à l'effort collectif pour aider le gouvernement dans la crise que nous traversons. » PH.G.

Pro League Croonen démissionne pour éviter le grand écart de trop



Peter Croonen va se recentrer sur son club de Genk. © PHOTO NEWS.

PH.G.

Le grand chambardement du calendrier, redouté suite au recours abouti de Genk devant la Cour belge d'arbitrage pour le sport (CBAS) n'a pas eu lieu. Face à la perspective de déplacer des blocs de matchs, le bon sens a prévalu. Réunion lundi après-midi en vidéoconférence, l'assemblée générale de la Pro League a tout simplement avalisé le report de deux matchs du Racing Genk, confronté à l'absence d'une dizaine d'internationaux à partir du 25 janvier jusqu'à début février. Le club limbourgeois aurait aussi aimé remettre ses matchs contre le Beerschot (16/01), à l'Union SG (22/01) et contre Zulte Waregem (05/02) mais il devra se contenter des plus problématiques : la réception de Malines initialement prévue le 26 janvier et avancée au 19, le déplacement à OHL programmé le 29 janvier et dont la nouvelle date sera déterminée le 10 janvier prochain. Si certains ont fait remarquer qu'ils avaient tenu compte dans leur recrutement de la décision de la Fifa (qui date d'août... 2020) de replacer en début d'année 2022 des matches qualificatifs en vue du Mondial, la concession du directeur général de Malines Frank Lagast a débloqué la situation.

Nécessité d'indépendance

Ce « mini-vaudeville », qui n'a pas redonné le blason du football belge, a fait une victime. Lundi matin, le président de Genk Peter Croonen a officialisé son retrait de la présidence du conseil d'administration de la Pro League pour se recentrer uniquement sur son club. Dans cette affaire du calendrier (qui sera avalisé en février 2021), il s'est senti écartelé entre deux casquettes, étant également soumis aux critiques au sein du Racing

où certains estimaient avoir été mal avertis. Accéder sous sa présidence à la requête tardive de Genk aurait été perçu comme du favoritisme par les autres clubs. « Président de Genk ET de la Pro League, c'était pour moi le grand écart de trop », a-t-il expliqué dans sa lettre. « Je plaide pour un président indépendant entouré d'administrateurs indépendants. (...) Des réformes concrètes et importantes ont déjà été réalisées mais le travail est loin d'être fini. Je nous souhaite à nous tous, dirigeants de clubs, d'avoir le courage et la vision de négocier ce tournant en 2022. »

En soi, cette démission ne change pas grand-chose au fonctionnement actuel de la Pro League. « J'ai déjà vécu sans président pendant quelques mois après le départ de Roger Vanden Stock et celui de Marc Coucke », se rappelle le directeur Pierre François. « Un président convoque les AG, assiste aux réunions du CA mais n'a pas de pouvoir décisionnel. Quand cette vacance du poste prendra fin ? Je n'en sais rien. »

Nouvelle génération

Ce sempiternel écartèlement entre deux fonctions, le président du SC Charleroi Mehdi Bayat l'a très bien connu, surtout durant son mandat de président de la Fédération. « J'ai voulu reprendre du plaisir dans mon club et retrouver du temps auprès de ma famille, ce n'est pas pour replonger à la Pro League », répond-il à ceux qui pourraient le voir comme un possible candidat. « Une nouvelle génération doit prendre ses responsabilités, comme on l'a fait avec moi il y a vingt ans. De nouvelles personnes peuvent avoir l'énergie d'apporter leur pierre à l'édifice. Les gens compétents sont là et doivent sortir du bois. »

L'argument de personnalités indépendantes n'est pas nouveau et a été rappelé dans un récent rapport rendu par Baker et McKenzie (un président indépendant et trois administrateurs neutres dont une femme). « Le plus important est de profiter de cette démission », souligne Mehdi Bayat. « Peter Croonen a essayé d'être un bon président et ce n'est jamais facile. Dans une fonction comme celle-là, on essaye de ne pas dépasser cette fameuse frontière du conflit d'intérêts. On demande plus d'indépendance ? On a déjà essayé (Michel Dupont de juin 2013 à octobre 2014, NDLR). Cela n'avait pas bien fonctionné, peut-être n'était-ce pas le bon timing, ni le bon profil. On a besoin d'un nouveau leadership. Il faut mettre en place un management fort, qui aura beaucoup plus d'autonomie que jusqu'à présent, avec un CA fort qui doit soutenir le management et comprendre son rôle. Un peu à l'image de ce qui a été réalisé à la Fédération. »

ABONNÉS



A lire sur notre site : comment l'Italie avance (lentement) dans sa lutte contre le racisme dans le Calcio